

**INTERDICTION D'ACCÈS**  
**27 RUE DU CHEMIN ROUGE**  
**CHAMBRES 252 à 273**  
**à Nantes**

**MESURES DE POLICE**

La Maire de la Ville de Nantes,

**Vu** les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** les constatations faites le 27 janvier 2023, par des agents du Service Risques et Crises de la Ville de Nantes, des conséquences de l'incendie ayant affecté l'Hôtel Best Western situé 27 rue du chemin rouge à Nantes,

**Considérant** la destruction complète de la chambre 265,

**Considérant** la destruction partielle des chambres voisines à la chambre 265,

**Considérant** l'état général de salissure dû au dépôts de suie dans les zones de circulation et dans de nombreuses chambres du 2<sup>e</sup> niveau de cette aile de l'Établissement

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

**ARRÊTE**

**Article 1** - A compter de ce jour et jusqu'à l'achèvement des mesures propres à garantir la sécurité des accédants, lesquelles devront être attestées par un homme de l'art, **l'accès aux chambres 252 à 273 de l'Hôtel Best Western situé 27 rue du chemin rouge à Nantes, est interdit.**

**Article 2** - Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, l'accès à l'appartement susvisée est autorisé à tous professionnels experts, équipés de protection individuelle, mandatés par les parties intéressées

**Article 3** - Le présent arrêté sera affiché sur place et notifié au Directeur de l'Établissement.

**Article 4** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Nantes, le 30/01/2023

Pascal BOLO



L'Adjoint délégué,  
Pour la Maire

Pour la Maire, l'Adjoint Délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le

30/01/2023

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par courrier postal à l'attention du Service Risques & Crises de Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.